

Les Enarques et la politique – FA#15

janvier 1993 Vincent, Jean-Marie

Le parti socialiste se porte mal, il titube et vacille sans savoir très bien comment rétablir son équilibre et délivrer de nouveau message audibles pour une partie importante des Français. Le parti, en même temps, a l'impression d'être victime d'une profonde injustice alors que son bilan depuis son retour au pouvoir en 1988 lui semble tout à fait honorable, même s'il n'est pas totalement satisfaisant, comme le reconnaissent ses dirigeants. La France n'est-elle pas mieux gérée que ses voisins les plus puissants ? En ce qui concerne l'inflation, elle fait mieux que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Elle est encore plus vertueuse dans le domaine du déficit budgétaire et commence à accumuler des excédents en matière de commerce extérieur, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Comme dit François Mitterrand dans son allocution de nouvel an, la France est bien placée, sans doute mieux que d'autres, pour profiter d'une reprise économique à l'échelle internationale.

Face à cela, l'opposition de droite n'a pas grand-chose à dire ou fait des propositions hasardeuses, voire dangereuses. Elle se prononce du côté Balladur pour des réductions d'impôt, pour une réduction encore plus marquée du déficit budgétaire, sans dire comment cela peut être possible (de nouvelles privatisations apparaissent bien aléatoires dans le climat actuel). Du côté Pasqua Seguin, on dit un peu n'importe quoi en le criant fort pour faire impression (sortie du SME, recours au déficit budgétaire, etc.) Les choses sont encore plus lamentables, lorsqu'on se tourne vers certains chapitres comme l'éducation ou l'immigration. Une partie importante de la droite croit bon de préconiser une politique de démantèlement de l'Éducation nationale sous le mot d'ordre "régionalisation et concurrence". La droite, dans sa presque totalité, veut mettre fin à l'actuel code de la nationalité et à son fondement, le droit du sol (droit du lieu de naissance).

Les socialistes ont raison de dire que le retour de la droite au pouvoir pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Mais ils l'acceptent avec fatalisme, parce qu'ils voient dans leur parti un bouc émissaire des affaires, une sorte de victime expiatoire chargée avec perfidie par une droite revancharde désireuse de faire le maximum de bruit pour faire oublier ses propres carences et son inconsistance politique. Tout cela serait en somme "la faute à pas de chance" et à des circonstances contraires. Le parti socialiste "a" été le premier à faire voter une loi sur le financement des partis politiques, susceptible de faire la clarté en la matière. Mais dans la loi d'amnistie de 90, il a maladroitement donné l'impression qu'il était prêt à passer l'éponge sur l'enrichissement personnel de certains de ses membres (alors que la loi l'exclut précisément). Dans l'affaire du sang contaminé, les attaques contre les ministres de 1985 (Laurent Fabius, Georgina Dufoix, Edmond Hervé) sont plu fondées sur les rumeurs et des procès d'intention que vraiment étayées. Les responsables du PS n'ont, en ce sens, pas tort d'affirmer que, fait très grave pour la

démocratie, on se livre sur eux à une véritable curée sans vouloir écouter leurs arguments. C'est l'air de la calomnie qui est chanté sur tous les tons pour discréditer le Parti. Mais, s'il en est bien ainsi, on ne peut pour autant absoudre les dirigeants socialistes. Depuis le début des "affaires" ils n'ont fait que gémir, protester, pour s'excuser ensuite des péchés véniels. Autrement dit, ils n'ont jamais essayé de traiter les "affaires" dans toutes leurs dimensions politiques. Dans ce domaine, l'exemple le plus frappant est celui du comportement de Laurent Fabius. Premier ministre en 1985, premier secrétaire du parti socialiste aujourd'hui, il a traité l'affaire du sang contaminé comme s'il s'agissait seulement d'un problème judiciaire.

Convaincu de sa propre innocence sur le plan juridique, il ne s'est pas préoccupé de sa responsabilité politique pour le dysfonctionnement de l'administration de la santé, pour les carences de la tutelle étatique sur l'organisme de droit privé qu'était le Centre national de transfusion sanguine (C.N.T.S.). Il n'a pas demandé au départ ce qu'il a demandé quand il était bien tard : une commission d'enquête parlementaire. Plus grave, lorsque le mécanisme de la Haute Cour était déjà lancé, il a essayé de disjoindre son cas de celui de ses deux anciens ministres rabattant de nouveau l'affaire sur le plan judiciaire et pénal. Laurent Fabius a la réputation d'être une "belle mécanique intellectuelle" mais, en l'occurrence, il ne s'est pas rendu compte qu'un vaste débat politique était nécessaire, qu'il fallait aller au fond des questions posées par la contamination des hémophiles, notamment jusqu'au fond des questions de processus de décision et de fonctionnement du système de transfusion. Laurent Fabius a réagi en bon gestionnaire, c'est-à-dire en homme qui a la conscience tranquille, parce qu'il a bien traité ses dossiers. Il a en somme réagi en bon énarque persuadé que, pour faire la bonne politique, il suffit d'avoir de bons dossiers. La politique ainsi comprise ce n'est pas, comme disait Max Weber, tarauder des planches de bois dur, c'est réunir les fonctionnaires, rencontrer des représentants des "professionnels", aligner des chiffres, nourrir des ordinateurs et prendre des décisions "judicieuses", c'est-à-dire rationnelles (dont la rationalité pourra être opposée aux mécontents). La politique selon l'énarchie c'est en définitive bien faire fonctionner la machine administrative et faire du bon "marketing" autour des décisions prises. Vues arrogantes qui s'imaginent que les gestionnaires sont toujours mieux au fait des problèmes que ceux qui sont directement concernés. Vues naïves qui oublient l'irresponsabilité des bureaucrates et leur tendance à mettre leur prospérité au-dessus de toute autre considération. Dans l'affaire du sang qui est de ce point de vue exemplaire, il est frappant de remarquer le peu de contrôle exercé par les politiques sur des organismes dont ils deviennent progressivement les jouets (alors même qu'ils croient être les décideurs).

La culture politique énarquique est en réalité une culture technocratique du sous-développement politique qui est née à l'ombre du gaullisme et du pompidolisme. On a envoyé de hauts fonctionnaires transformés en "jeunes loups" vendre la politique

gouvernementale en introduisant dans des débats électoraux une forte dose de paternalisme et de clientélisme (voir à ce sujet l'exemple de Jacques Chirac). Pour son malheur, le parti socialiste au pouvoir s'est laissé profondément pénétrer par cette culture politique énarquique en s'installant dans les institutions de la cinquième République. Il a certes essayé de préserver des éléments de culture républicaine et social-démocrate, mais cela est resté très rhétorique et surtout a été recouvert très vite par des discours sur la "modernisation" et la "culture d'entreprise" à fortes composantes "économistes". Il ne faut donc pas s'étonner si les socialistes au pouvoir ont abordé ce qui est le problème essentiel de la société française, le chômage, comme un problème fondamentalement économique (à résoudre par la croissance) et secondairement politique (par ses répercussions sur l'opinion politique).

La réponse politique au défi du chômage a été par conséquent d'une insigne faiblesse. Il y a eu différentes formes de traitement social du chômage, il y a eu des mesures dans le domaine de la formation professionnelle, notamment des stages de reconversion très systématiquement organisés dans certaines régions sinistrées (la Lorraine par exemple). Mais, si ces mesures ont pu avoir certains effets positifs, elles n'ont jamais fait partie d'une politique d'ensemble, discutée sur tout le territoire et cherchant des solutions originales à cette plaie sociale. Au parti socialiste où l'on aime beaucoup les assemblées et les forums les plus divers, on ne semble pas avoir eu l'idée d'organiser des États généraux de lutte contre le chômage. On ne s'est pas préoccupé de mobiliser le maximum d'énergie pour trouver des solutions concrètes au niveau local, régional et national (création d'entreprises, formation de coopératives, développement de l'économie sociale, diffusion de techniques nouvelles, recherches de ressources pour l'investissement, recherches de nouvelles formes de solidarité et lutte contre l'exclusion, partage du travail, socialisation des expériences réussies, etc.). Les secteurs de la société les plus touchés par le chômage n'ont pu ainsi être mobilisés et réintégrés dans le jeu politique, ils ont au contraire été poussés à la démobilisation et à la démoralisation dans un climat de désespérance. Le Parti Socialiste a lui-même creusé le fossé qui le sépare de ceux qu'il prétend représenter et il ne pourra échapper à sa perte que s'il rompt enfin avec la politique de l'énarchie.